

Réunions de l'Assemblée générale extraordinaire de l'AIM (Casablanca, 20-22 octobre 2010)

Les présentations des réunions et de la conférence, ainsi que la galerie de photos, sont disponibles sur le site de l'AIM [www.aim-mutual.org](http://www.aim-mutual.org). (Login: aim – Mot de passe: aimmut50)

CONTENU

INFORMATIONS SUR LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES	P.1
GRAPHIQUE DU MOIS	P.5
INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES SYSTÈMES D'ASSURANCE MALADIE ET DE SANTÉ	P.5
ÉVÉNEMENTS ET INFORMATIONS CONCERNANT L'AIM	P.7

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

CONSEIL DE L'UE

PRÉSIDENTE BELGE DE L'UE (07-12/2010)



FORUM SUR LES SERVICES SOCIAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La présidence belge a organisé les 26 et 27/10 le **troisième Forum sur les services sociaux d'intérêt général**. Ce fut l'occasion de débattre très largement des SSIG, du rôle qu'ils remplissent dans les différents pays européens, particulièrement en cette période de crise économique et de restrictions budgétaires. Quinze recommandations concrètes ont été adoptées. Une documentation ainsi que les présentations sont disponibles [ici](#). [Plus](#)

À l'occasion de ce troisième Forum, l'AIM a co-signé un manifeste européen intitulé «Pour une nouvelle approche de l'UE sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG)» demandant la mise en œuvre d'une politique européenne institutionnalisée de reconnaissance, de promotion et de développement de SSIG de qualité. [Plus](#)

DÉCOUVRIR LES LIENS ENTRE SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ET INÉGALITÉS SOCIALES

Dans le cadre de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le congrès européen sur «la santé environnementale et les vulnérabilités sociales» s'est tenu ces 21 et 22/10.

Durant ce congrès, des spécialistes européens ont examiné différentes pistes pour encourager l'élaboration d'un second plan européen Environnement Santé et inciter les acteurs de la santé environnementale à prendre en compte systématiquement les populations socialement vulnérables dans les politiques, la recherche, la formation, etc. En effet, si la santé environnementale et les inégalités sociales sont des problématiques bien connues distinctement, les liens entre elles deux ne font l'objet que d'un intérêt récent. [Plus](#)

APPROCHES NOVATRICES POUR LES MALADIES CHRONIQUES AU NIVEAU DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DES SYSTÈMES DE SOINS DE SANTÉ

La conférence ministérielle sur les approches novatrices pour les maladies chroniques au niveau de la santé publique et des systèmes de santé a eu lieu les 19 et 20/10. Deux conférences préliminaires sur les maladies rhumatismales, musculo-squelettiques chroniques et respiratoires chroniques ont également été organisées. Les conférences étaient centrées sur les initiatives novatrices, collaboratives et axées sur le patient dans le domaine de la prévention et des soins. Des représentants de l'AIM, dont Ph. Swennen et Jan van Emelen (MLOZ, B), y ont fait des exposés. [Plus](#)

CONFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Les 27 et 28/10, la présidence belge de l'UE a organisé une conférence sur «l'économie sociale et la stratégie Europe 2020 – La plus-value locale et l'ancrage territorial». Plusieurs représentants de l'AIM ont assisté à l'événement. [Plus](#)

CONSEIL EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES (21/10)

Lors de leur réunion du 21/10, les ministres de l'emploi et des affaires sociales ont adopté de nouvelles lignes directrices et conclusions sur la gouvernance de la stratégie européenne pour l'emploi dans le contexte de la stratégie Europe 2020. Les ministres ont été informés par la Commission de sa communication concernant l'initiative phare «Jeunesse en mouvement». Ils ont également approuvé l'avis du Comité de l'emploi sur la dimension sociale dans la Stratégie Europe 2020. [Plus](#)

COMMISSION EUROPÉENNE

AFFAIRES GÉNÉRALES

LA COMMISSION ADOPTE SES PRIORITÉS STRATÉGIQUES POUR 2011

La Commission a adopté son programme de travail pour 2011, qui reflète sa détermination à sortir l'Europe de la crise et à la mener vers un avenir prospère, sûr et socialement juste.

Les priorités 2011 s'articulent autour de 5 axes:

- Aider l'économie sociale de marché européenne à sortir de la crise et à s'ancrer de manière durable.
- Relancer la croissance pour l'emploi.

- Poursuivre le projet pour les citoyens.
- Faire en sorte que l'Europe assume pleinement son rôle dans le monde.
- Des mesures aux résultats: tirer le meilleur parti des politiques de l'UE.

**Les initiatives suivantes concernent les organisations membres de l'AIM:**

**Santé et secteur pharmaceutique**

- Révision de la directive Transparence relative à la fixation des prix des produits pharmaceutiques.
- Révision de la directive sur les essais cliniques (2012).
- Révision des directives relatives aux dispositifs médicaux (2012).

**Politique sociale**

- Révision de la directive «Temps de travail».
- Livre vert sur la directive relative aux qualifications professionnelles.

**Services d'intérêt général**

- Communication sur un cadre de qualité pour les services d'intérêt général (2012).
- Révision des règles de l'UE sur les aides d'État applicables aux services d'intérêt économique général (initiative non législative).

**Pensions**

- Livre blanc sur les retraites.
- Révision de la directive sur les institutions de retraite professionnelle.

**Droit des sociétés**

- Proposition de règlement sur le statut de fondation européenne.
- Consultation des partenaires sociaux européens sur les statuts de la société européenne et de la société coopérative européenne et plus particulièrement sur la question de l'implication des travailleurs.
- Révision de la directive concernant les statuts de la société européenne et de la société coopérative européenne en relation avec l'implication des travailleurs (2012).
- Révision du règlement sur le statut de la société européenne (2012).

**Marché intérieur**

- Communication sur la mise en œuvre de la directive «Services».
- Livre vert sur une initiative cadre en matière de gouvernement d'entreprise.
- Initiative d'entreprise sociale.

[Plus](#)

---

**AFFAIRES SOCIALES**

---

**CONGÉ PAYÉ DE MATERNITÉ: SUITE AU VOTE DU PARLEMENT EUROPÉEN, LA COMMISSION ÉLABORE UN COMPROMIS ÉQUILIBRÉ AFIN DE FAIRE AVANCER LES DROITS DE LA MÈRE**

Dans le cadre d'une première lecture, le Parlement européen a voté, le 20/10, sur la proposition de la Commission européenne de réviser la directive de 1992 relative au congé de maternité ([directive 92/85/CEE](#)). La Commission avait proposé une

extension du congé de maternité minimal de 14 à 18 semaines et le versement de 100% du salaire durant le congé de maternité, laissant aux États membres la possibilité de fixer un plafond à hauteur de la prestation maladie ([IP/08/1450](#)). Le Parlement européen souhaite introduire une rémunération intégrale durant 20 semaines et un congé de paternité entièrement rémunéré durant deux semaines. Ceci va au-delà de la proposition de la Commission. Le Conseil de ministres doit à présent adopter une position en première lecture sur la proposition de la Commission. [Plus \(EN\)](#)

---

**ÉCONOMIE SOCIALE**

---

**LE COMMISSAIRE TAJANI A ANNONCÉ LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE SUR LES MUTUELLES**

Le 13/10, lors d'une réunion organisée par deux groupes politiques du Parlement européen (S&D et EPP), sur le thème «*From Words to action: European Scholars in Support of Social Economy Enterprises*», M. Tajani, vice-président de la Commission européenne responsable de l'industrie et de l'entrepreneuriat, a annoncé la réalisation d'une étude sur les mutuelles en 2011. L'étude analysera la situation du secteur de l'assurance mutuelle et du secteur de l'assurance maladie mutuelle. L'étude devrait se concentrer en particulier sur

- le relevé des législations pertinentes dans tous les États membres;
- l'identification des obstacles;
- la formulation de recommandations.

Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du Secrétariat de l'AIM.

**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU STATUT DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPÉENNE**

Fin octobre, la DG ENTR a publié une étude sur la mise en œuvre du règlement 1435/2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) [Synthèse du rapport et partie I \(EN\)](#); [Synthèse et rapport comparatif ; Partie II: rapport nationaux \(EN\)](#).

Ce rapport porte sur 30 pays et les conclusions seront soumises à une consultation publique. Le rapport fournit des informations sur les règles appliquées aux SEC, sur les législations nationales relatives aux coopératives, sur l'impact du statut sur la législation nationale et la promotion des coopératives dans les pays de l'UE ainsi que des recommandations concernant une législation future. Les résultats finaux de cette consultation seront présentés lors d'une conférence en 2012 et, le cas échéant, la Commission soumettra des propositions de modification du règlement relatif au statut de la société coopérative européenne.

---

**MARCHÉ INTÉRIEUR**

---

**MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN: CINQUANTE MESURES POUR STIMULER LA CROISSANCE ET RENFORCER LES DROITS DES CITOYENS**

La Commission européenne présente, dans deux rapports publiés le 27/10, une série de solutions concrètes pour renforcer le marché unique. Dans le rapport sur la citoyenneté de l'UE, elle propose des mesures visant à simplifier la tâche des citoyens qui, dans le cadre de l'exercice des droits que leur confère l'Union, souhaitent se marier, acheter une maison ou immatriculer une voiture dans un autre pays de l'UE. Pour stimuler la croissance, la compétitivité et le progrès social, le pacte pour le marché unique demande

l'adoption de mesures visant à faciliter la vie de tous les acteurs du marché - les entreprises, les consommateurs et les travailleurs. Parmi les initiatives, la Commission propose de lancer en 2011 :

- une initiative d'entreprise sociale;
- une consultation publique (Livre vert) sur la mise en œuvre du règlement sur le statut de société coopérative européenne;
- une étude sur les sociétés mutuelles en vue d'examiner en particulier leurs activités transfrontières.

[Plus – FAQ \(EN\)](#)

Toutes les parties intéressées sont invitées à soumettre leurs commentaires sur les initiatives proposées dans le Pacte pour le marché unique. Cette consultation est ouverte jusqu'au 28/02/2011.

#### LA COMMISSION PUBLIE UNE SÉRIE DE RAPPORTS SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIVE SUR LES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Ce rapport, qui émane de la direction générale du marché intérieur de la Commission, définit les problèmes qui se posent, comme la réticence des États membres à permettre la mobilité temporaire des professionnels. La Commission publie en parallèle plus de 170 rapports sur la reconnaissance des qualifications professionnelles rédigés par les autorités nationales. Parmi les principales conclusions de ces rapports, il apparaît que la reconnaissance automatique des qualifications constitue généralement un acquis positif pour les professionnels et les autorités. Cependant, un certain nombre de questions méritent d'être approfondies, comme les exigences de formation en général et la mise en œuvre accrue entre les États membres du dispositif d'alerte proactif sur les fautes professionnelles. Les prochaines étapes sont une large consultation publique sur les règles en vigueur (avant la fin de l'année), un rapport d'évaluation (à l'automne 2011) et un livre vert (en 2012). [Plus](#)

#### LES CONSOMMATEURS CHEZ EUX DANS LE MARCHÉ INTÉRIEUR

Ce tableau de bord classe les marchés de consommation en fonction d'indicateurs tels que les possibilités de comparaison des produits, la confiance et la satisfaction des consommateurs, les problèmes, les réclamations, les modalités de changement de prestataire de services, les prix, etc. Le but est de déterminer les marchés les plus exposés à des dysfonctionnements afin de les soumettre à des études de suivi permettant d'analyser les problèmes en profondeur et de déterminer les politiques à appliquer en conséquence. Pour la première fois, plus de 50 marchés – du secteur des denrées alimentaires à l'électroménager en passant par la réparation automobile – ont été classés dans tous les pays de l'Union. À la lumière des conclusions, la Commission lance des études de suivi pour les marchés des services Internet et de la viande. [Plus \(EN\)](#)

### PENSIONS

#### CONFÉRENCE CONSACRÉE AU LIVRE VERT SUR LES RETRAITES

Le 29/10, la Commission a organisé une conférence consacrée au Livre vert sur les retraites adopté le

7/07. Avec ce livre vert, la Commission a ouvert un débat public sur la façon de garantir des retraites adéquates, viables et sûres et sur la manière dont l'Union européenne peut soutenir au mieux les efforts nationaux accomplis en ce sens. La période de consultation s'achèvera le 15/11. M. Henriques Pêgas a participé à la conférence au nom de l'AIM. [Plus \(EN\)](#) – [Intervention du commissaire \(EN\)](#)

### RECHERCHE

#### R&D ET CRISE ÉCONOMIQUE: LES GRANDES ENTREPRISES DE L'UE RÉDUISENT MOINS L'INVESTISSEMENT QUE LES AMÉRICAINES, MAIS L'EUROPE RESTE À LA TRAÎNE

Le tableau de bord 2010 sur les investissements en R&D industrielle publié par la Commission montre que les investissements en R&D des principales entreprises européennes ont reculé de 2,6 % en 2009 soit beaucoup moins que les ventes et les bénéfices, qui ont respectivement diminué de 10,1 et de 21 %. [Plus](#). Les investissements en R&D dans le secteur pharmaceutique continuent pour leur part d'augmenter, tandis que les secteurs de l'automobile et de l'informatique affichent un recul substantiel. Le secteur pharmaceutique a consolidé sa position de premier investisseur en R&D, avec une augmentation de 5,3%. C'est également un des rares secteurs ayant réussi à augmenter les ventes durant la crise (6,4%). En outre, de grandes sociétés pharmaceutiques renforcent leur position en augmentant leurs capacités de R&D à travers des fusions et acquisitions, impliquant souvent des entreprises du secteur de la biotechnologie. [MEMO \(EN\)](#)

### PARLEMENT EUROPÉEN

#### MOBILITÉ DES PATIENTS

Le 27/10, la commission parlementaire ENVI a adopté son projet de recommandation pour la deuxième lecture de la position du Conseil concernant la proposition de directive sur l'application des droits des patients en matière de soins transfrontaliers (rapporteur: Françoise Grossetête). La position du PE diverge fortement de celle de la position commune du Conseil sur des points essentiels. [Plus](#) - [Plus](#) Le PE va maintenant entamer des discussions pour trouver un accord avec le Conseil. Le vote en session plénière est prévu en janvier 2011.

#### DÉCLARATION ÉCRITE SUR UN STATUT EUROPÉEN POUR LES MUTUELLES, ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

Le 10/11, cinq députés européens – Marc Tarabella, Regina Bastos, Renate Weber, Pascal Canfin, et Marie-Christine Vergiat – publieront une déclaration écrite appelant la Commission européenne à adopter des statuts européens pour les mutuelles, les associations et les fondations. La déclaration écrite peut être co-signée par les députés européens jusqu'au 17/2/2011. L'AIM est l'initiatrice de cette déclaration écrite et la soutiendra à travers diverses actions de lobbying auprès des députés européens.

#### APPROBATION PAR LE PARLEMENT DE NOUVELLES RÈGLES CONTRE LE RETARD DE PAIEMENT

Le 20/10, le Parlement européen a voté en faveur d'une nouvelle directive concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. La directive assurera une meilleure protection des créanciers, pour la plupart des PME, tout en respectant la liberté contractuelle. Les pouvoirs publics devront acquitter leurs factures dans les 30 jours, sans quoi ils

seront redevables d'intérêts pour retard de paiement de 8 %. Cette mesure devrait générer 180 milliards d'euros de liquidités supplémentaires pour les entreprises.

Les nouvelles dispositions de la directive prévoient notamment l'harmonisation du délai en ce qui concerne les paiements des pouvoirs publics aux entreprises: les pouvoirs publics disposeront d'un délai de 30 jours pour acquitter les factures d'achats de biens et de services, voire de 60 jours dans des circonstances exceptionnelles. [Plus](#) – [Plus sur l'accord du Conseil](#)

#### LES MUTUELLES DE SANTÉ EN AFRIQUE DOIVENT ÊTRE SOUTENUES

L'aide à la santé en Afrique reste plus que jamais indispensable mais son efficacité doit être questionnée, estime le Groupe S&D au Parlement européen. Le rapport de la vice-présidente du groupe, l'eurodéputée socialiste belge Véronique De Keyser, se penche sur les initiatives de mutuelles qui surgissent aujourd'hui dans de nombreux pays africains. «Ces initiatives doivent être coordonnées, soutenues et développées par l'UE», déclare la députée européenne. [Plus](#)

### COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (CESE)

#### NOUVEAU PRÉSIDENT

Le CESE, organe consultatif de l'UE, a tenu sa session constitutive du 19 au 21/10. Parmi les 344 membres, 102 siègent au Comité pour la 1<sup>ère</sup> fois. Croissance verte durable, solidarité avec le monde en développement, participation plus large de la société civile à l'échelon européen: telles sont les

trois priorités qu'a pointées pour son mandat Staffan Nilsson, président nouvellement élu du CESE. Son mandat court jusqu'en avril 2013. Il sera épaulé dans sa mission par deux vice-présidents: Anna Maria Darmanin, membre maltaise du Comité, à présent en charge de la communication, et Jacek Krawczyk, membre polonais, chargé des affaires budgétaires du Comité. [Plus](#)

### TRIBUNAL ET COUR DE JUSTICE

**N° 97/2010 : 5 octobre 2010 [Arrêt de la Cour de justice dans l'affaire C-512/08 Commission contre France](#) (es cs de el en fr it pl pt sk).**

Libre prestation des services: la réglementation française en matière de remboursement de soins de santé programmés dans un autre État membre est conforme au droit de l'UE. Cependant, indépendamment du cadre hospitalier ou non, dans lequel ils sont installés et utilisés, les équipements matériels lourds limitativement énumérés par le code de la santé publique doivent pouvoir faire l'objet d'une politique de planification. Par conséquent, au regard des risques encourus tant pour l'organisation de la politique de santé publique que pour l'équilibre du système financier de sécurité sociale, l'exigence d'une autorisation préalable pour ce type de soins constitue, en l'état actuel du droit de l'Union, une restriction justifiée.

**N° 93/2010 : 30 septembre 2010 [Opinion de l'avocat général dans l'affaire C-236/09 Association Belge des Consommateurs Test-Achats et al.](#)**

(es de el en fr it nl pl pt) Principes du droit communautaire: Selon l'avocat général, Mme Juliane Kokott, il est incompatible avec les droits fondamentaux de l'Union de tenir compte du sexe de l'assuré en tant que facteur de risque dans les contrats d'assurance.

Pour plus d'informations: <http://curia.eu.int/>

## ACTEURS DU SECTEUR

### ALLIANCE DES MUTUELLES D'AMÉRIQUE (AMA)

#### ACTIVITÉ INTENSE DU MUTUALISME EN ARGENTINE ET SUR LE CONTINENT AMÉRICAIN

Deux événements importants ont eu lieu récemment à Buenos Aires (Argentine), dont les détails figurent sur les sites internet suivants: [www.famsa.org.ar](http://www.famsa.org.ar) et [www.amamutualidades.org](http://www.amamutualidades.org).

#### 1. VI<sup>e</sup> Rencontre mondiale de la mutualité dans l'économie sociale

Les 30/09 et 1/10, l'AMA, la CAM, la FAMSA et la FEMUSS, avec la collaboration de l'AIM, ont organisé la VI<sup>e</sup> Rencontre mondiale de la mutualité, à Buenos Aires. L'événement fut un succès, avec plus de 1 500 participants provenant du continent américain. Outre la CAM et la FAMSA, une délégation de six représentants membres de l'AIM provenant d'Afrique et d'Europe ainsi qu'un représentant du Secrétariat ont participé et sont intervenus lors de cette conférence. Ce fut pour les participants l'occasion d'échanger leurs expériences, de renforcer le mouvement et de diffuser les principes du mutualisme.

#### 2. Première rencontre des coopératives et mutuelles de santé

Cet événement organisé à Buenos Aires le 15/10 par la FAMSA et la FAESS était soutenu par l'INAES et l'OPS (Organisation Panaméricaine de la Santé).

#### CONCLUSION D'UN ACCORD ENTRE L'AMA ET L'OPS

À l'occasion de la VI<sup>e</sup> Rencontre internationale de la mutualité à Buenos Aires, l'AMA a signé un accord avec l'OPS (Organisation panaméricaine de la santé) pour le développement d'activités scientifiques et techniques, d'assistance et de promotion de la santé.

#### « RÉSEAU ÉDUCATION ET SOLIDARITÉ »

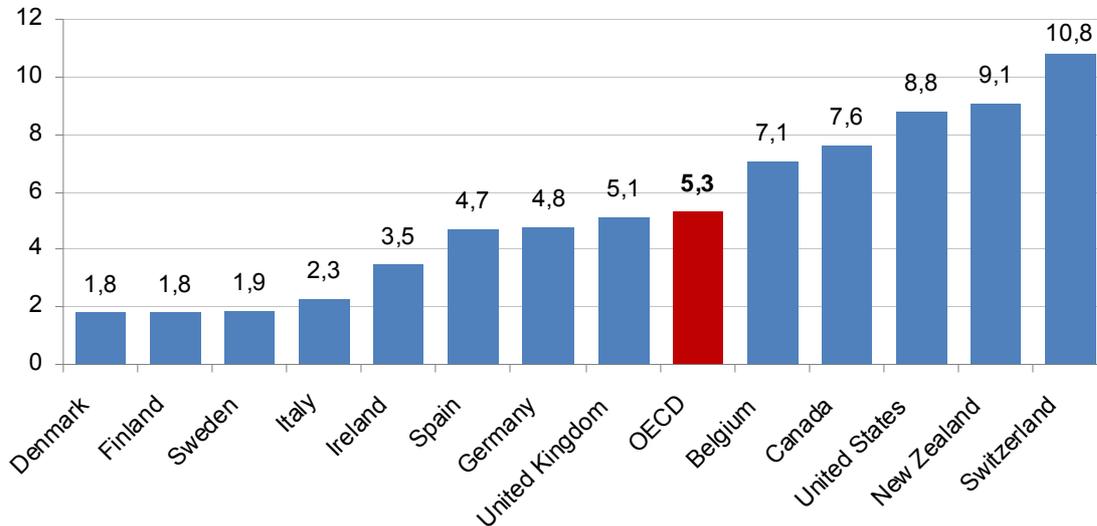
Les 28-29/9 s'est tenu, à Buenos Aires, la deuxième réunion ibéro-américaine du «Réseau Éducation et Solidarité», avec la participation de la MGEN et du Secrétariat de l'AIM, ainsi que d'universités et de centres de formation pour les coopératives et mutuelles. Quatre programmes ont été mis en place avec les universités afin de développer des modules de formation pour les dirigeants de mutuelles et coopératives, d'assurer leur formation et de poursuivre le processus d'apprentissage permanent en ligne.

## GRAPHIQUE DU MOIS

### Prévention des événements indésirables: une priorité

Une meilleure qualité peut aussi permettre de réaliser des économies en évitant les interventions inutiles, sans parler de certaines erreurs coûteuses (voir ci-dessous). Plus de 10 % des patients hospitalisés dans les pays de l'OCDE sont victimes d'erreurs médicales, dont plus de la moitié pourraient être évitées.

#### Taux de corps étrangers oubliés lors d'une intervention, pour 100 000 sorties, 2007



Il y aurait aux États-Unis un plus grand nombre de décès par suite d'erreurs médicales que par accident de la circulation. Au Royaume-Uni, 40 % des admissions aux urgences hospitalières pourraient être évitées avec une meilleure qualité des soins.

Source: Base de données de l'OCDE sur les indicateurs de la qualité des soins de santé, 2009

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### SYSTÈMES D'ASSURANCE MALADIE

#### DÉPENSES DE SANTÉ

##### VIABILITÉ DES DÉPENSES DE SANTÉ EN IRLANDE

Lors d'une conférence sur le budget de la santé organisée en octobre, les auteurs ont identifié les problèmes suivants par rapport à la viabilité des dépenses de santé en Irlande au cours de la dernière décennie:

- Alors que l'Irlande, comme d'autres pays de l'UE, a consacré une proportion similaire du revenu national aux dépenses de santé en 2007, la récente baisse de ce revenu a entraîné une forte hausse du ratio au cours des deux dernières années.
- La part des dépenses publiques allouées à la santé en Irlande est restée relativement stable au cours de la dernière décennie.
- Transférer le coût des services de santé au patient (par le biais d'une hausse des frais pris en charge par l'utilisateur) peut réduire le coût budgétaire des soins de santé mais ne garantit pas une viabilité économique à long terme.
- Le meilleur moyen d'assurer cette viabilité est la mise en œuvre continue de mesures visant à accroître l'efficacité (par exemple, une utilisation plus grande de la chirurgie ambulatoire) et à réduire les coûts des intrants.
- Les dépenses pharmaceutiques et les paiements aux pharmacies communautaires, qui représentent 13,6% du total des dépenses de

santé en Irlande, sont les deux postes qui affichent la croissance la plus rapide.

[Diapos de l'exposé \(EN\)](#)

#### RATIONNEMENT DES SOINS DE SANTÉ

##### LE RATIONNEMENT N'EST PAS ENVISAGÉ – IL FAUT ASSURER LA PÉRENNITÉ FINANCIÈRE

Lors d'un discours prononcé au 13<sup>e</sup> Forum Européen de la Santé de Gastein, le ministre autrichien de la santé a déclaré que le rationnement des services de santé n'est pas envisagé en Autriche, ni dans l'ensemble de l'Europe. Une condition importante est que les systèmes de soins de santé restent financables de façon pérenne. S'agissant du financement pérenne des services de soins ambulatoires, partout en Europe, les modèles de financement et de récompense appliqués dans le secteur des services de santé font l'objet d'un examen plus large compte tenu de la crise économique. De nouveaux modèles innovants sont en développement. Les expériences avec ces modèles sont échangées et leur transférabilité aux systèmes de santé européens évaluée. «Plus que jamais, nous devons copier les bonnes solutions appliquées en Europe plutôt que constamment réinventer la roue», a déclaré le ministre, qui a appelé à une meilleure coordination de la multitude de projets et programmes européens ainsi qu'à une optimisation de leurs résultats concrets. [www.ehfg.org](http://www.ehfg.org)

## INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

### PRÉVENTION

#### LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT LUTTER CONTRE L'OBÉSITÉ, SELON L'OCDE

Depuis les années 1980, l'obésité s'est propagée à une vitesse alarmante. Les changements dans l'offre alimentaire et les habitudes alimentaires, combinés à une baisse spectaculaire de l'activité physique, ont fait de l'obésité une épidémie globale. Dans les pays OCDE, 1 adulte sur 2 est actuellement en surpoids et 1 sur 6 est obèse. Les taux sont les plus élevés aux États-Unis et au Mexique et les plus bas au Japon et en Corée. Les enfants n'ont pas été épargnés: jusqu'à 1 enfant sur 3 est actuellement en surpoids. Les individus sévèrement obèses meurent 8 à 10 ans plus tôt que ceux de poids normal, comme les fumeurs, et ils ont plus de risque de développer des maladies comme le diabète, les maladies cardiovasculaires ou le cancer. L'obésité est un fardeau pour les systèmes de santé, les dépenses de santé d'un obèse étant supérieures d'au moins 25 % à celles d'une personne de poids normal. Une stratégie de prévention éviterait des centaines de milliers de décès par suite de maladies chroniques chaque année. Cela coûterait entre 10 et 30 USD par personne selon le pays. Un échec imposerait de lourds fardeaux aux générations futures. [Plus](#)

### PRIORITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ

#### LES PRIORITÉS DES SYSTÈMES DE SANTÉ AU LENDEMAIN DE LA CRISE

«Nous ne devons pas laisser les conséquences de la crise financière contribuer aux inégalités sociales en matière de santé. Il faut au contraire utiliser cette opportunité pour réformer et améliorer nos systèmes de santé», a déclaré le ministre norvégien de la santé qui présidait la réunion des ministres de la santé de l'OCDE organisée en octobre. La prévention, le renforcement des soins primaires et une meilleure coordination sont essentiels pour répondre aux changements démographiques et aux nouvelles tendances pathologiques. [Plus](#) - [Communiqué final de la réunion du Comité Santé au niveau ministériel](#)

## RÉFORME DE LA SANTÉ EN CHINE

#### LA COUVERTURE SANTÉ DANS LES RÉGIONS RURALES CHINOISES: RÉSULTATS NON CONCLUANTS

Depuis les réformes économiques de 1978 basées sur le marché, le secteur de la santé dans les régions rurales en Chine était majoritairement géré par des cabinets privés opérant selon le système de rémunération à l'acte. Ceci avait occasionné pour les résidents ruraux, en particulier les pauvres, une perte massive d'accès aux soins de santé. Plus de 90% de la population rurale ne bénéficiaient pas d'une couverture d'assurance maladie et devaient financer eux-mêmes la majorité des services de santé. Depuis 2003, un nouveau système de santé coopératif (NCMS) a été lancé afin de fournir une assurance maladie à 800 millions de citoyens ruraux par le biais d'un programme d'assurance volontaire géré par le gouvernement et lourdement subventionné, dont l'objectif politique est de réduire le risque de dépenses de santé catastrophiques pour les résidents ruraux. De récentes évaluations ont débouché sur des conclusions contradictoires quant à l'impact du NCMS, confronté à une escalade des coûts de santé, à un manque de qualité des services de santé et à un accroissement rapide des personnes âgées. Les réformes de santé menées en Chine depuis 30 ans peuvent fournir de précieuses leçons pour d'autres pays en développement, notamment le fait qu'une approche libérale guidée par le marché en matière de réforme des soins de santé n'est pas la panacée. [Plus](#)

### SOINS DE SANTÉ DURABLES ET DE QUALITÉ

#### COMMENT PARVENIR À DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ DE QUALITÉ ET PERENNES?

Dans un rapport collectif colligé par le King's Fund, dix des principales organisations de services de santé et sociaux du secteur volontaire au Royaume-Uni ont identifié les 5 objectifs clés que doit poursuivre le système de santé et d'aide sociale pour être pérenne et de qualité. Ces objectifs sont la coordination des soins, l'implication des patients dans les décisions de soins, une auto-gestion soutenue, la prévention, des interventions et diagnostics précoces, un soutien émotionnel, psychologique et pratique. [Plus](#)

## COIN LECTURES

### PRESSE

#### EUROHEALTH

- Dernière édition d'Eurohealth: [Measuring the quality of Long Term Care](#), Observatoire européen des systèmes et politiques de santé. Cette édition d'Eurohealth s'intéresse à la mesure de la qualité des soins de longue durée en Autriche, en Angleterre, en Finlande, en Allemagne, en Hongrie, aux Pays-Bas et aux États-Unis. Parmi les autres thèmes abordés figurent le financement de la santé en Azerbaïdjan, l'évaluation des technologies médicales en Slovaquie et l'amélioration des performances dans le contexte de la reprise après la crise financière en Estonie.

### SUCCESS STORIES EN POLITIQUES DE SANTÉ

- Pratiques exemplaires: l'OCDE a rassemblé des exemples d'initiatives en matière de politiques de santé ayant été couronnées de succès dans les États membres. [Plus](#).

### LIVRES - RAPPORTS – LIENS

#### PERFORMANCE DES SYSTÈMES SANTÉ

- [Value for Money in Health Spending](#), OCDE. Les dépenses de santé continuent d'augmenter inexorablement, croissant plus rapidement que l'économie dans la plupart des pays de l'OCDE. La plupart de ces dépenses proviennent de fonds publics. Compte tenu de la crise économique récente, les pays cherchent des façons d'améliorer l'efficacité des dépenses de santé. Cette

- 7 publication examine les efforts actuels pour améliorer l'efficacité des soins de santé, incluant des outils qui se révèlent prometteurs pour aider les systèmes de santé à fournir les meilleurs soins pour les sommes investies.

### PROFESSIONNELS DE SANTÉ

- Dossier de synthèse de la conférence ministérielle «Investir dans les professionnels de santé de demain en Europe», organisée par la présidence belge de l'UE en septembre 2010.
  - [Comment créer les conditions à l'adaptation des compétences des médecins aux nouveaux besoins et à l'apprentissage permanent](#) HEN-OBS, Synthèse n°14 (2010)
  - [Comment créer un environnement de travail attractif et stimulant pour les professionnels de la santé?](#) HEN-OBS, Synthèse n° 15 (2010)
  - [Estimation des besoins en personnel de santé à l'avenir](#) Condensé thématique 2 (2010)
  - [Utilisation de l'audit et du feed-back aux](#)

[professionnels de la santé pour améliorer la qualité et la sécurité des soins de santé](#) Condensé thématique 3 (2010)

### SECTEUR PHARMACEUTIQUE

- [PHIS Hospital Pharma Report](#), financé par la CE. Ce rapport fournit des informations récentes sur l'achat de médicaments dans les hôpitaux de l'UE, ainsi que les premiers résultats d'une enquête sur les prix réalisée dans 25 hôpitaux, 6 pays et par rapport à 12 produits.

### TÉLÉSANTÉ

- [How can telehealth help in the provision of integrated care?](#) Nouveau dossier thématique de synthèse. Observatoire européen des systèmes et politiques de santé.

## ÉVÉNEMENTS

### PRÉSIDENTIE BELGE DE L'UE (SÉLECTION)

#### TRIOS PRÉSIDENTIELS

01/2010-06/2011: Espagne, Belgique, Hongrie  
07/2011-12/2012: Pologne, Danemark et Chypre

#### PRÉSIDENTIE BELGE DE L'UE (07-12/2010)



<http://www.eutrio.be/fr>

- 7-9/11, [Groupe de travail pharmacovigilance](#)
- 8-9/11, [Réduire les inégalités de santé dans une perspective régionale. Qu'est-ce qui fonctionne, qu'est-ce qui ne fonctionne pas?](#)
- 8-10/11, [New strategies to monitor and control infections, etc...](#) ; [Environnement et santé publique dans la société moderne](#)
- 17/11, [Médicaments génériques et pérennité des soins de santé](#)

- 19/11, [Redessiner le droit à la santé](#) (des personnes en situation de pauvreté)
- 25-26/11, [Conf. de haut niveau sur la démence](#)
- 2-3/12, [Évaluation : politique nutritionnelle dans l'UE](#)
- 3/12, [21st Century Healthcare for Europe](#) (Réduire les inégalités dans les soins de santé et favoriser l'innovation dans le domaine de la santé)
- 6-7/12, [Conseil EPSCO](#)
- 8-9/12, [Prévention du diabète, populations et politiques: des enjeux importants](#)
- 9/12, La psychiatrie forensique en Europe
- 9/12, [Une stratégie européenne pour les maladies chroniques](#) (maladies rares et graves)

### AUTRES ÉVÉNEMENTS

- 30/03– 1/04/2011, Vienne (Autriche), «*Hospital Pharmacists in a changing world – opportunities and challenges*», congrès organisé par l'EAHP (European association of hospital pharmacists). <http://www.eahp.eu/Congresses>

## AIM

### GROUPES DE TRAVAIL DE L'AIM

Tous les exposés sont disponibles sur l'intranet de l'AIM.

#### GRUPE D'EXPERTS PENSIONS

Le 20/10, Henrique Pêgas (UMP, P) a présidé la réunion du groupe d'experts Pensions organisée à Casablanca. Exposés:

- Henrique Pêgas sur le Livre vert sur les retraites.
- David Eatock (Commission européenne) sur le Livre vert «Vers des systèmes de retraite adéquats, viables et sûrs en Europe».
- Valérie Meftah, CCMSA (F), sur la réforme des retraites en France.
- Alain Hernandez, président de l'UMR (F) sur les propositions de l'Union Mutualiste Retraite

(UMR) concernant la réforme des retraites en France.

- Said Ahmidouch, directeur général de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), sur le système de retraite marocain.

#### COMMISSION COOPÉRATION INTERNATIONALE (CCI)

Le 20/06, la CCI, présidée par Alain Coheur (UNMS, B), s'est réunie avec, à l'ordre du jour, les thèmes suivants:

- Les mutuelles du Maroc depuis la réforme du secteur de la santé de 2004 et les perspectives, Aziz Alami, OMFAM, Maroc.
- La couverture universelle de la santé et le rôle de la mutuelle au Burkina Faso: leçons tirées par le BIT/STEP.

- La mutuelle sociale des travailleurs du secteur des transports routiers au Sénégal, Olivier Louis dit Guerin, BIT/STEP.
- La mutuelle au Mali dans le contexte de la couverture universelle de la santé, Babassa Djikiné, président de l'UTM, Mali.
- Situation de la Concertation, Alain Coheur, coordinateur de la Concertation.
- Réseau Éducation et Solidarité: suivi des activités, Jean-Philippe Huchet, président du RES.
- Rapport du Parlement européen sur les soins de santé en Afrique subsaharienne, Alain Coheur, président de la CCI.
- Suivi de la politique de l'UE relative au «rôle de l'UE dans la santé mondiale» et informations concernant la politique de l'UE pour l'Afrique, Philippe Swennen, AIM.
- Résultats de la Rencontre mondiale de la mutualité à Buenos Aires, 30/09-1/10, Philippe Swennen, AIM.

#### COMMISSION AFFAIRES EUROPÉENNES

Le 21/06, la CAE s'est réunie sous la présidence de Jean-Philippe Huchet (FNMF, F) avec, à l'ordre du jour:

- Rapport sur les développements des affaires européennes, Rita Kessler.
- Soins de santé transfrontaliers et droits des patients, Christian Horemans, MLOZ (B).
- Demande de la Commission à la Slovénie de se conformer aux règles européennes relatives à l'assurance santé complémentaire: avis de Vzajemna, Dušan KIDRIC, président du conseil d'administration de Vzajemna, Slovénie.
- Nouvelle législation relative aux mutuelles en Belgique, Jean Hermesse, ANMC (B).
- Statut de la mutuelle européenne, Pedro Bleck da Silva, UMP (P).
- Santé et environnement: maladies liées à des facteurs environnementaux- Il est temps d'agir, Geert Messiaen, UNML (B).
- SEE Europe et Intergroupe Économie sociale au PE, Alain Coheur, UNMS (B).

#### RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les principaux points à l'ordre du jour de ces réunions, présidées par Willi Budde, président de l'AIM, étaient l'adoption de la révision des statuts et du règlement d'ordre intérieur de l'AIM afin d'inclure les partenaires associés et les adaptations nécessaires, la présentation de la CMIM (Maroc), le rapport d'activités du Secrétariat et des commissions

Affaires européennes et Affaires internationales, le suivi du plan d'action pour l'avenir de l'AIM (Task force Relations publiques/Communications et Contacts Partenaires associés et nouveaux membres), le rapport du trésorier, la décision concernant les candidatures, retraits et radiations de membres, l'approbation de la proposition d'envoyer aux ministres grecs une motion de l'AIM soutenant les mutuelles grecques.

La réunion du Conseil d'administration s'est terminée par une table ronde sur les contraintes budgétaires du financement de la santé, les leçons tirées et les défis. Le panel, animé par Paul Van Rooij (ZN, NL), était composé d'Abdelaziz **Adnane** (CNOPS, MO), Arielle Garcia (FNMF, F), Stefan Kaufmann (santesuisse, CH).

#### CONFÉRENCE INTERNATIONALE

La conférence organisée le 22/10 par l'AIM et la CMIM, «statut de la mutuelle et gouvernance», a été inaugurée par le Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, Rhmani Jamal, ainsi que par A. Alaoui, président de la CMIM et vice-président de l'AIM. Les exposés ont porté sur les thèmes suivants:

- Le statut du mouvement mutualiste et de la gouvernance au Maroc, Abdelaziz Adnane, DG CNOPS, Maroc.
- Belgique: loi sur les mutuelles, le défi de gouvernance et l'Europe, Jean Hermesse, SG ANMC/LCM, B.
- Liban: statut, gestion démocratique et gouvernance des mutuelles, Ghassan Daou, président de l'UTML, Liban.
- France: code de la mutualité et gouvernance, Jean-Philippe Huchet, Secrétaire général de la FNMF, vice-président de la MGEN et vice-président de l'AIM, F.
- Mali: les mutuelles, leur gouvernance et la réglementation de l'UEMOA sur les mutuelles sociales, Babassa Djikiné, président de l'UTM et vice-président de l'UAM.
- Slovénie: mutuelles, statuts et gouvernance, Dušan Kidrič, CEO du conseil d'administration de Vzajemna, SLO.
- Principes de gouvernance et implications dans le cadre de Solvabilité II, Marie-Laure Dreyfuss, directrice adjointe, Autorité de Contrôle Prudentiel ACP, France.

La conférence s'est terminée par une table ronde animée par Alain Coheur (UNMS, B) et constituée d'Abdelaziz Adnane (CNOPS, MO), Babassa Djikiné (UTM, MA), Ghassan Daou (UTML, LB), Dušan Kidrič (Vzajemna, SLO).

## AIM

#### AGENDA DE L'AIM (DATES CLES)

- Groupe de travail Réforme du secteur santé (ouvert à tous) (Berlin, 9/11)
- Panel d'experts de la CAE (Bruxelles, 6/12 et 31/01/2011)
- Groupe d'experts Médicaments (Bruxelles, 20/01/2011)

*L'AIM Flash mensuel est préparé par Philippe Swennen et Rita Kessler.*

*Pour plus d'informations sur l'un des thèmes de ce bulletin, veuillez contacter le Secrétariat de l'AIM. Pour suivre les liens insérés dans ce document, appuyez sur la touche Ctrl en cliquant simultanément sur le lien.*